

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 29/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GAZELENERGIE GENERATION

CENTRALE DE PROVENCE
13590 Meyreuil

D/SPR/GP/N°07/2024

Références : D-0408-AIX-2023

Code AIOT : 0006400023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2023 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté CENTRALE DE PROVENCE 13590 Meyreuil. L'inspection a été annoncée le 03/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZELENERGIE GENERATION
- CENTRALE DE PROVENCE 13590 Meyreuil
- Code AIOT : 0006400023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

GAZEL ENERGIE GENERATION exploite sur la commune de Meyreuil une installation de combustion de biomasse pour la production d'électricité sur la tranche 4. La tranche 5 est en cours de mise en sécurité suite à sa cessation d'activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- combustibles entrants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Approvisionnement et contrôle de la qualité des combustibles entrants	Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	
4	Critères d'acceptation des bois déchets	Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets, Amende	
5	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	
6	Information préalable	Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	
7	Contrôles à la réception sur le site pour les biocombustibles (déch...	Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'approvisionnement	AP Complémentaire du 20/08/2021, article 11	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des combustibles utilisés	Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a mis en lumière que certains combustibles admis sur la centrale sont interdits (déchets de bois ne répondant pas aux critères de la biomasse b)v).

De plus, les contrôles ne sont pas rigoureusement conformes à la réglementation et ne permettent donc pas de s'assurer que les paramètres d'admission sont respectés.

Enfin, l'exploitant n'est pas en mesure d'isoler un lot non conforme quand les analyses sont faites et réceptionnées, ce qui signifie donc que des combustibles non conformes peuvent être utilisés dans l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des combustibles utilisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, nature combustibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés dans son installation et précise pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> • leur nature ; • leur origine, notamment le procédé à partir duquel ils sont issus ; • leurs caractéristiques physico-chimiques ; • l'identité du fournisseur ; • le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • La part bois est composée de biomasse et de bois d'emballage. <ul style="list-style-type: none"> ◦ Les bois d'emballages sont des combustibles sortis du statut de déchets (SSD). ◦ La biomasse répond à la définition de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ; ▪ b) les déchets ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • i) déchets végétaux agricoles et forestiers ; • v) déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition. <p>Les groupes électrogènes et les motopompes de défense contre l'incendie fonctionnent au gazole non routier.</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant explicite les approvisionnements pour 2022 pour 3 000 heures de fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bois d'emballages (ayant une "SSD" i.e. Sortie de Statut de Déchets) : 45 camions (entre 18 et 24 tonnes à chaque livraison) ; - bois biomasse : <ul style="list-style-type: none"> * de type a (matière végétale agricole ou forestière) : 87 camions ; * de type b : <ul style="list-style-type: none"> i) déchets d'origine végétale agricole ou forestière : 0 (l'exploitant indique qu'il a arrêté les approvisionnement en 2022) ; v) déchets de bois : 270 camions (6 041 tonnes en 2022). <p>L'exploitant enregistre tous les camions en entrée sur site grâce à un logiciel informatique "BRMT".</p> <p>Le laboratoire SOCOR est chargé par l'exploitant de réaliser les contrôles des échantillons prélevés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'approvisionnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, plan approvisionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte les engagements contractuels de son plan d'approvisionnement biomasse validé par le préfet de région. Le présent arrêté ne se substitue pas aux obligations qui résultent du contrat de soutien tarifaire avec l'État. En particulier, les formalités pour rendre annuellement compte de l'approvisionnement réel et, si nécessaire, faire évoluer le plan d'approvisionnement contractualisé avec L'État sont définies dans le cahier des charges de ce contrat. La quantité maximale annuelle de déchets de bois répondant à la définition de biomasse b) consommée par la chaudière Provence 4 est de 89 335 tonnes ramenées à une humidité de 10 %.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il avait dénoncé le plan d'approvisionnement depuis le 01 novembre 2022 et que de ce fait il n'était plus soumis aux engagements contractuels de l'approvisionnement biomasse. En répercussion, il indique que le contrat de soutien tarifaire avec l'Etat est devenu caduc.
Type de suites proposées : susceptible de suite
Proposition de suites :

N° 3 : Approvisionnement et contrôle de la qualité des combustibles entrants			
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 12			
Thème(s) : Risques chroniques, Admission combustibles/déchets			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental prévu à l'article 2.1.3, un programme de contrôle de la qualité de tous les combustibles utilisés. Ce programme comprend notamment une caractérisation initiale et un procédé régulier de contrôle de la qualité des combustibles et répond aux exigences définies aux points i) à iii) de la MTD 9 de la décision d'exécution (UE 2017/1442 de la commission du 31 juillet 2017 susvisée). Afin d'améliorer les performances environnementales générales des installations de combustion et de réduire les émissions dans l'air, la MTD consiste, dans le cadre du système de management environnemental, à inclure les éléments suivants dans les programmes d'assurance qualité/contrôle de la qualité, pour tous les combustibles utilisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • i) caractérisation initiale complète du combustible utilisé, y compris au moins les paramètres énumérés ci-après et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente; • ii) contrôle régulier de la qualité du combustible afin de vérifier qu'elle correspond à la caractérisation initiale et aux spécifications de conception de l'installation. La fréquence des contrôles et les paramètres retenus parmi ceux du tableau ci-dessous sont déterminés par la variabilité du combustible, après évaluation de la pertinence des rejets polluants (par exemple, concentration dans le combustible, traitement des fumées appliqué); • iii) Adaptation des réglages de l'installation en fonction des besoins et des possibilités. <p>La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la seconde hypothèse, l'exploitant s'assure de recevoir les résultats complets sous forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur (attestation de conformité).</p> <p>La caractérisation initiale prévoit pour les combustibles ci-dessous, la quantification des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Charbon : PCR PCI, humidité, composés volatiles, cendres, carbone lié, C, N, H, O, S, Br, Cl, F Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn) - Biomasse : PCI, humidité, C, Cl, F, N, S, K, Na, Métaux et métalloïdes (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn) <p>Le contrôle régulier des combustibles comprend a minima les paramètres et substances à caractériser ainsi que les fréquences a minima associées décrites dans le tableau ci-dessous.</p>			
Combustibles utilisés	Paramètres caractériser	à la charge de l'exploitant	À la charge du fournisseur
Biomasse a)	Humidité, cendres, chlore, PCI	À chaque livraison	
Biomasse b)i)	Humidité, cendres, chlore, PCI	À chaque livraison	
	Pour la fraction ligneuse de déchets verts : Métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn) + PCP, PCB + N	2 analyses inopinées par an et par fournisseur Audit qualité de tous les fournisseurs chaque année	
Biomasse b)v)	Humidité, cendres, chlore, PCI, indésirables	À chaque livraison	
	Métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn) + PCP, PCB + N Composés halogénés (F, Cl, Br)	1 analyse toutes les 5 000 tonnes par fournisseur Audit qualité de tous les fournisseurs chaque année	1 analyse par lot de 1 000 tonnes
	Cendres : Cd, Pb, Zn, dioxines et furanes	1 analyse cendres tous les ans	1 analyse cendres tous les 6 mois
Bois d'emballage SSD	Humidité, cendres, chlore, PCI, indésirables	À chaque livraison	
	Métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn) + PCP, PCB + N	2 analyses inopinées par an et par fournisseur Audit qualité de tous les fournisseurs chaque année	Selon la production : < 50t/jour : 2 analyses par an > 50t/jour : 4 analyses par an

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le prélèvement et l'analyse effectués selon les normes suivantes ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au présent article :

- - pour l'échantillonnage : NF EN 18135 (version 2017 ou ultérieure) ;
- - pour le plan d'échantillonnage : NF EN 14779 (version 2017 ou ultérieure) ;
- - pour la préparation des échantillons : NF EN ISO 14780 (version 2017 ou ultérieure) ;
- - pour la détermination de la teneur totale en chlore : NF EN ISO 16994 (version 2016 ou ultérieure) ;
- - pour le dosage des éléments As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb et Zn : NF EN ISO 16968 (version 2015 ou ultérieure) ;
- - pour le dosage des PCP : NF B 51-297 (version 2004 ou ultérieure) ;
- - pour le dosage des PCB : NF EN 15308 (version 2017 ou ultérieure).

Constats :

Prises d'échantillons et délai d'analyse

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les contrôles sont réalisés par un sous-traitant SOCOR chaque jour sur un échantillon constitué d'un lot de 10 livraisons maximum (d'un même fournisseur pour un même produit).

La société BTI est chargée quant à elle de constituer ces échantillons. Les résultats sont disponibles sous 2 à 3 jours donc étant donné que les approvisionnements et utilisation sont en flux continu, l'exploitant explique qu'il lui est impossible d'établir des lots tampons permettant d'isoler un lot le temps d'obtenir les résultats.

Procédures

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de l'inspection les procédures associées aux contrôles à réaliser.

Par mail en date du 06 janvier 2023, l'exploitant a transmis 3 plans d'échantillonnage dont l'un était un document vide. Le plan d'échantillonnage de la biomasse en bois ronds ainsi que le plan d'échantillonnage de la biomasse ont été reçus.

Il a pu être noté une incohérence dans le vocabulaire utilisé par l'exploitant quand il mentionne dans son plan d'échantillonnage de la biomasse :

" • (A) plaquettes forestières issues

◦ soit de bois vierges,

◦ soit sylvicole issue de rémanents forestiers et de déchets verts,

◦ livrées par route à l'usine de Meyreuil,

• (B) plaquettes de bois de rebut de classe A ou de classe B "

Or la réglementation distingue la biomasse de type a) comme étant les produits composés de matières végétales ou agricoles et la biomasse de type b) comme étant les bois déchets éligibles biomasse (donc déchets végétaux agricoles et forestiers ainsi que les déchets de bois non susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds. En effet, en fonction du type de combustibles utilisés, les paramètres à caractériser ainsi que les périodicités de contrôles sont différents.

L'exploitant s'était engagé à mettre à jour les plans d'échantillonnage mais aucune transmission n'a été faite en ce sens.

Périodicité de contrôle

En outre, pour les combustibles bois emballage, l'exploitant indique faire appel à la société VALFIBOIS (via une société de négoce BNE) par exemple pour les approvisionnements de ce type de combustibles. Pris par sondage, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les 2 analyses par an à réaliser (production inférieure à 50t/j) pour les métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn) et PCB, PCP, N.

De plus, pour la société SVBE en 2022, l'analyse fournisseur de mai 2022 a été présentée par l'exploitant pour les métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn) et PCB, PCP, N et composés halogénés (F, Cl, Br) or cela n'est pas conforme à la périodicité de contrôle requise pour tonnages admis en 2022 (1 analyse par lot tous les 1 000 tonnes).

Il n'a pas été en mesure non plus de présenter les analyses de cendres tous les 6 mois pour la biomasse b)v) à la charge du fournisseurs ni celles à la charge de l'exploitant (1 analyse tous les ans).

Analyses inopinées et audits qualités

Enfin, l'exploitant ne réalise pas les analyses inopinées ni les audits qualités de ses fournisseurs chaque année pour les bois d'emballage SSD et bois biomasse b)v).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

N° 4 : Critères d'acceptation des bois déchets																							
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 13																							
Thème(s) : Risques chroniques, Admission combustibles/déchets																							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																							
Prescription contrôlée : Origine géographique des déchets de bois répondant à la définition de biomasse b)v) et b)i) : <ul style="list-style-type: none"> • Bouches du Rhône (13) • Départements limitrophes : 30, 84, 04, 83, 2A et 2B • Territoire national : départements suivants : 05, 06, 07, 11, 12, 15, 26, 30, 34, 38, 43, 48, 63,66, 73, 81, 83, 84 																							
Critères physico-chimiques Les déchets répondant à la définition de biomasse b)v) et b)i) pour la fraction ligneuse des déchets verts ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants :																							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Composé</th><th>Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>Mercure, Hg</td><td>0,2</td></tr> <tr><td>Arsenic, As</td><td>4</td></tr> <tr><td>Cadmium, Cd</td><td>5</td></tr> <tr><td>Chrome, Cr</td><td>30</td></tr> <tr><td>Cuivre, Cu</td><td>30</td></tr> <tr><td>Plomb, Pb</td><td>50</td></tr> <tr><td>Zinc, Zn</td><td>200</td></tr> <tr><td>Chlore, Cl</td><td>900</td></tr> <tr><td>PCP</td><td>3</td></tr> <tr><td>PCB</td><td>2</td></tr> </tbody> </table>	Composé	Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)	Mercure, Hg	0,2	Arsenic, As	4	Cadmium, Cd	5	Chrome, Cr	30	Cuivre, Cu	30	Plomb, Pb	50	Zinc, Zn	200	Chlore, Cl	900	PCP	3	PCB	2	
Composé	Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)																						
Mercure, Hg	0,2																						
Arsenic, As	4																						
Cadmium, Cd	5																						
Chrome, Cr	30																						
Cuivre, Cu	30																						
Plomb, Pb	50																						
Zinc, Zn	200																						
Chlore, Cl	900																						
PCP	3																						
PCB	2																						
Les cendres volantes issues de la combustion de déchets répondant à la définition de biomasse b)v)et b)i) pour la fraction ligneuse des déchets verts respectent les teneurs suivantes (en mg/kg de matière sèche) :																							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Composé</th><th>Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>Cadmium, Cd</td><td>130</td></tr> <tr><td>Plomb, Pb</td><td>900</td></tr> <tr><td>Zinc, Zn</td><td>15000</td></tr> <tr><td>Dioxines et furanes</td><td>400 « ng I-TEQ/ kg ».</td></tr> </tbody> </table>	Composé	Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)	Cadmium, Cd	130	Plomb, Pb	900	Zinc, Zn	15000	Dioxines et furanes	400 « ng I-TEQ/ kg ».													
Composé	Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)																						
Cadmium, Cd	130																						
Plomb, Pb	900																						
Zinc, Zn	15000																						
Dioxines et furanes	400 « ng I-TEQ/ kg ».																						
Constats : Le jour de l'inspection, un contrôle par sondage a été réalisé. <u>1/ Pour les combustibles biomasse de type a),</u> les analyses de chlore sur une période allant du 22/06/2022 au 26/10/2022 ont été présentées et montrent par exemple des valeurs en chlore total de : <ul style="list-style-type: none"> - 0.134% doit 1340 mg/kg pour l'analyse du 04/07/2022, - 0.11 % soit 1098 mg/kg pour l'analyse du 12/07/2022, 																							

- 0.15% soit 1502 mg/kg pour l'analyse du 10/08/2022,
- 0.346% soit 3463 mg/kg pour l'analyse du 18/08/2022,
- 0.197% soit 1965 mg/kg pour une seconde analyse du 18/08/2022,
- 0.163% soit 1626 mg/kg pour l'analyse du 02/09/2022,
- 0.133% soit 1325 mg/kg pour l'analyse du 26/10/2022.

L'inspection note des valeurs en chlore au delà de celles admises pour la biomasse de type b)v) (900mg/kg), ce qui peut présenter non seulement des risques de corrosion acide haute température pour la chaudière (indication fournie par l'exploitant) mais également pour le respect des émissions atmosphériques (cf. inspection en date du 06/01/2023 sur la partie rejets atmosphériques).

2/ Pour les combustibles biomasse de type b)v), l'exploitant indique que la société SVBE est le seul fournisseur de ce type de déchets de bois. La fiche d'information préalable (FIP) signée en date du 09/05/2022 a été présentée par l'exploitant et mentionne les coches sur les codes déchets suivants :

- "15-01-03 (emballages en bois),
- 17-02-01 (bois issus de déconstruction et de démolition, autres que ceux visés à la rubrique 19-12-06*),
- 20-01-38 (bois de déchets municipaux, collectés séparément, autres que ceux visés à la rubrique 20-01-37)."

Cependant, le type de biocombustible dans cette même fiche d'information préalable indique la coche :

"Déchets de bois b)v), à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition."

--> il est relevé une incohérence dans cette FIP entre le type de biocombustibles qui exclu explicitement les déchets de bois provenant des déchets de construction ou de démolition alors que les code déchets autorisés mentionnent explicitement les bois issus de déconstruction et de démolition.

De plus, par sondage, l'analyse faite par la société sous traitante de GAZEL, SOCOR, en date du 12/09/2022 a été analysée : Rapport SOC2208-3017 V1, échantillon SOC2208-3017, nature des prélèvements : Autres biocombustibles solides, prélèvement réceptionné le 23/08/2022.

L'inspection note les non-conformités suivantes pour les paramètres :

- arsenic : 7.61 mg/kg de matières sèches pour une valeur limite à 4 ;
- plomb : 355.7 mg/kg de matières sèches pour une valeur limite à 50 ;
- zinc : 572 mg/kg de matières sèches pour une valeur limite à 200.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les actions correctives mises en place suite à ces non conformités et indique ne pas refaire d'analyses comparatives après constat de dépassements.

--> Cela constitue un **dépassement majeur** des valeurs limites d'admission pour ce type de combustibles et ne répond donc pas aux caractéristiques de déchets de biomasse b)v) admis car cela exclu les déchets de bois contenant des composés organiques halogénés ou des métaux lourds.

Il ressort que les déchets d'ameublement, ou des déchets de construction ou des déchets de démolition sont des déchets non compris dans la définition de biomasse b)v) car ils sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds de par le traitement qu'a reçu le bois d'ameublement (peinture, revêtements, etc).

Cela exclut donc de la définition de biomasse b)v) ce type de déchets, l'exploitant doit donc arrêter les réceptions de ce type de déchets de bois.

<u>Enfin, l'exploitant doit transmettre sous 1 mois à compter de la date de réception du présent rapport une étude concernant l'impact sur les rejets atmosphériques de ses installations au regard de la teneur en chlore notamment qui a pu être constatée ainsi que l'impact possible sur la structure (matériaux) des équipements concernés (l'analyse au titre des Equipements Sous Pression sera également à joindre).</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure (au titre ICPE : respect de prescription et au titre déchets), Amende

N° 5 : Déchets interdits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Admission combustibles/déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont interdits comme combustibles de PR4 tous les déchets non autorisés, dont notamment les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), à l'exception des déchets municipaux de bois. • Les déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI) • Tout déchet dangereux. • Tout déchet radioactif (*) • Les déchets de bois ne répondant à la définition de la biomasse b)i) ou b)v) • Tout déchet importé de l'étranger. • Les boues de station d'épuration. • Les farines animales. • Les pneus et huiles usagées. <p>(*)Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis.</p>
Constats : En lien avec le point de contrôle précédent, l'Inspection a constaté que les déchets de bois admis sur le site ne respectent pas la définition de la biomasse b)v). Cela constitue donc une infraction à l'utilisation de déchets interdits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 6 : Information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Admission combustibles/déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un biocombustible (déchets de bois) dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur ou, à défaut, au détenteur une information préalable qui précise pour chaque type de déchet : <ul style="list-style-type: none">• la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacts du producteur ;• les opérations de traitement préalables éventuellement réalisées sur le déchet de bois ;• la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à être introduit dans la chaudière ;• l'analyse de la biomasse selon les paramètres énumérés à l'article 8.1.2.1, qui montre le respect des critères listés à l'article 8.1.2.2 ;• l'analyse des cendres de la biomasse selon les paramètres énumérés à l'article 8.1.2.1, qui montre le respect des critères listés à l'article 8.1.2.2 ;• les modalités de collecte et de la livraison ;• Le plan d'assurance qualité (PAQ) du processus de fabrication. L'exploitant peut solliciter des informations complémentaires et/ou l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le biocombustible (déchets de bois).
Constats : Les fiches d'information préalables prises par sondage (sociétés AM environnement, Bigulia, SVBE) le jour de l'inspection ne présentent pas l'analyse des cendres (cf. Point de contrôle n°3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 7 : Contrôles à la réception sur le site pour les biocombustibles (déch...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Admission combustibles/déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, à l'arrivée sur le site, et avant déchargement, chaque camion assurant la livraison de biocombustibles (déchets de bois) fait l'objet d'une vérification : <ul style="list-style-type: none">• D'une pesée du chargement• Du contrôle de l'absence de radioactivité (l'installation est équipée d'un portique de détection de substances radioactives)• De l'existence d'une attestation d'acceptation préalable. En cas de non-conformité avec l'attestation d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées une liste de producteurs clairement identifiés, dont les déchets proviennent d'un procédé de fabrication relativement constant. Le contrôle de ces déchets est réalisé en respectant les modalités suivantes : Sur chaque camion : <ul style="list-style-type: none">• Contrôle visuel du respect de l'article 8.1.2.3 (déchets interdits)• Contrôle de la validité de l'attestation d'acceptation préalable. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas informé l'Inspection des non-conformités constatées pour notamment la biomasse b)v). L'exploitant ne réalise pas pour chaque camion le contrôle visuel pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de déchets interdits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription